

Le racisme se banalise en Europe

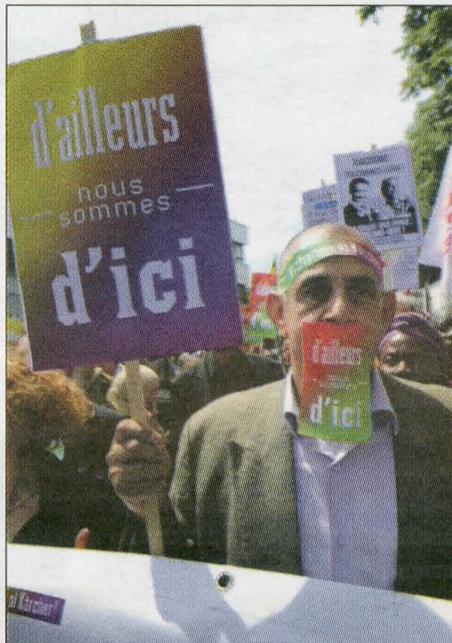
• Un rapport inquiétant de la Commission européenne

• Les Marocains, première communauté stigmatisée

CHACQUE année en juin, le Conseil de l'Europe publie les résultats d'un rapport sur le racisme et l'intolérance au sein des 47 Etats membres. Dès la fin des années 2000, le rapport pointait une banalisation du racisme dans des pays comme la Hollande, la Norvège, l'Italie ou la France. Cette année, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (Ecri) relève que le phénomène s'est accentué. Pis, la montée du racisme et de l'intolérance des étrangers ne sont plus aujourd'hui des phénomènes marginaux. Le rejet implique toujours une identité dominante, réfractaire à toute différence, et une communauté minoritaire vivant dans ses rangs. En France, il est devenu indispensable que les personnes d'origine étrangère adoptent le mode de vie des Français. Les communautés les plus touchées, selon l'Ecri, sont les

«musulmans». Et quid de la nationalité? Ce sont les Marocains qui sont les boucs émissaires historiques de la Belgique, de l'Italie, de la Hollande et de l'Espagne. Mais, estime Abdel Beyuki, membre de l'Ecri pour l'Espagne, chaque pays a sa population discriminée et son peuple fantôme désavoué : «les communautés les plus touchées par le racisme sont les communautés minoritaires qui attirent le plus d'attention dans chaque pays». Ce constat apparaît pays par pays. Ce sont les Maghrébins, les Portugais, les Chinois et les Africains de diverses nationalités en France. Des Indiens ou des Pakistanais en Angleterre. Des Roms en Europe de l'Est. Les Turcs en Allemagne... A quoi Abdel Beyuki ajoute «les réfugiés, les demandeurs d'asile, les juifs et d'autres minorités religieuses, y compris de deuxième et troisième génération». La liste est longue...

L'Ecri constate «un phénomène relativement nouveau qui consiste à proposer ou à introduire des restrictions d'ordre juridique visant spécifiquement les musulmans – matière là encore à la récupération politique». Si aucun exemple n'est mentionné, la remarque s'applique à l'interdiction des minarets en



La crise économique provoque un développement des phénomènes racistes en Europe, estime la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) dans son dernier rapport (Ph. AFP)

Suisse, que l'Ecri a déclaré contraire aux droits de l'Homme, mais aussi aux lois sur le voile et la Burka, l'existence de système de discrimination fondé sur le fichage ethnique dans le monde de l'entreprise comme dans le secteur du logement. Les partis politiques d'extrême-droite montent en puissance en stigmatisant les communautés étrangères de leurs pays. La crise économique provoque un développement des phénomènes racistes. L'augmentation du chômage et la baisse parallèle des dépenses publiques dans le domaine social impactent sur les populations les plus vulnérables. Pour Abdel Beyuki, «le racisme et la discrimination raciale se manifestent actuellement surtout lors des campagnes électorales et des référendums qui ciblent les non-ressortissants et les minorités religieuses». Le multiculturalisme a été qualifié d'échec par Angela Merkel en Allemagne, David Cameron au Royaume-Uni et Nicolas Sarkozy en France. L'Europe est d'ores et déjà devenue une forteresse. □

Karim SERRAJ

Montée de l'islamophobie

Entretien avec Nils Muiznieks, président de l'ECRI

- L'Economiste: La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) publie son Rapport 2010. Quels constats faites-vous?

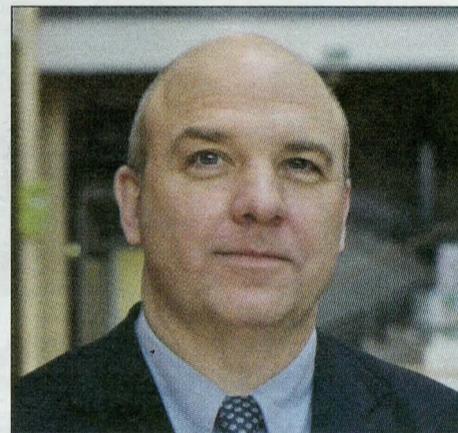
- Nils Muiznieks: D'abord, la montée du racisme et de l'intolérance dans la vie politique. Voyez les succès électoraux des partis d'extrême droite dans un certain nombre d'Etats membres en 2010, les référendums sur les non-ressortissants et les minorités religieuses, ainsi que le recours croissant des principaux responsables politiques à des discours xénophobes et antimusulmans.

- Le sentiment anti-migrant a-t-il progressé en Europe?

- Oui, une croissance marquée... Les violences racistes ont fait de nombreuses victimes, par exemple parmi les migrants d'Afrique sub-saharienne, et ont entraîné des affrontements interethniques de grande ampleur fomentés l'année dernière par des ultranationalistes dans les pays européens. La remise en question du «modèle multiculturaliste» favorise malheureusement, au lieu de réduire, les différences entre les communautés.

- Internet devient un espace «préoccupant»?

- Nous observons une utilisation croissante d'internet par des groupes racistes. Des sites populaires tels que Facebook et YouTube sont désormais des lieux privilégiés de diffusion d'idées racistes et xénophobes, notamment chez les jeunes. On remarque parallèlement dans les pays membres, des coupes budgétaires disproportionnées qui touchent les organes nationaux spécialisés dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.



Nils Muiznieks, président de l'ECRI, constate une augmentation générale des attitudes xénophobes et intolérantes, accompagnée d'attaques verbales virulentes et d'incidents violents (Ph. ICRA)

- Interdiction des minarets en Suisse, lois sur le voile et la Burka, fichage ethnique dans le monde de l'entreprise et du logement. Que se passe-t-il avec les musulmans?

- Les préjugés à l'égard des musulmans persistent. Ils s'expriment souvent à l'occasion de débats sur les «valeurs». Cette islamophobie se traduit inévitablement par une large discrimination dans les rapports avec les autorités et dans la vie, y compris dans l'accès au marché du travail. Cela représente une difficulté majeure pour les femmes musulmanes, y compris pour les immigrées, et tient aux effets de leur choix de porter un foulard sur leurs chances de trouver un emploi. Notre rapport a aussi critiqué l'introduction de restrictions d'ordre juridique visant spécifiquement les musulmans. □

Propos recueillis par K.S.